

**Colloque Famille 2011**  
**Intervention de M. François Soulage**  
Samedi 1<sup>er</sup> octobre 2011

Affronter la précarité en famille

**1. Pourquoi parler de précarité et non de pauvreté ?**

La précarité met l'accent sur l'ensemble des situations sociales qu'affrontent les familles. Elle inclut la pauvreté matérielle, mais elle implique d'autres thèmes. Les caractéristiques de cette précarité peuvent être les suivantes : la situation matérielle des familles, liée, en particulier aux accidents de la vie, parmi lesquels la rupture familiale est dominante, la précarité relationnelle, l'isolement, la solitude. C'est aussi l'absence de lien social, liée à la différence culturelle ou à l'habitat. Comme on le voit, cette précarité prend des formes très diverses et donc la manière de l'affronter nécessite de prendre son temps pour voir ses caractéristiques et permettre de regarder ce qui peut être fait. C'est l'enjeu de Diaconia, à travers la rédaction d'un « livre des merveilles », avec la volonté, non de parler de nous, mais de parler d'eux.

**2. La famille peut être facteur d'instabilité et donc de précarité.**

Les pauvres ont-ils droit à une famille ?

L'absence de présence parentale réelle, elle-même liée à de multiples facteurs tels que le temps de travail, l'éloignement, la priorité à la consommation, sont des facteurs de précarisation, alors même qu'il existe une famille. Lorsqu'il n'y a pas présence –c'est le cas de la monoparentalité- ces difficultés s'accroissent. Il faut ajouter que, dans bien des cas, il peut exister juridiquement une famille, mais qu'en particulier chez les plus pauvres, on reste en famille par obligation. Il n'est pas toujours possible d'aller vivre chez les grands-parents. La question est donc, ici, de savoir si les plus pauvres ont droit à une famille comme facteur de stabilité. Or nos systèmes sociaux ne se donnent pas cette priorité et ne donnent pas aux familles en précarité l'accompagnement dont elles ont besoin.

**3. En quoi la famille est, par elle-même, facteur de stabilité ?**

Le premier point qui nous vient à l'esprit c'est la famille, lieu d'une stabilité affective. Cela pose la question, pour nous essentielle, de l'engagement sur le long terme et nous interroge sur les moyens que nous pouvons mettre en œuvre pour favoriser cette stabilité à long terme et la possibilité de construire un vrai projet. C'est pourquoi l'accompagnement doit, lui aussi, s'inscrire dans cette perspective. Accompagner une personne, c'est aller avec elle, là où elle veut aller, et non là où nous voudrions qu'elle aille. Mais c'est aussi l'appartenance à un réseau. L'appartenance à une famille donne très souvent l'occasion d'appartenir à un véritable réseau social. Et la famille est un lieu de confrontation. C'est sans doute même le premier lieu de confrontation auquel peuvent participer les enfants. De ce point de vue, il faut regarder ce que veut dire dans beaucoup de famille la tendance au cocooning, la protection dont on entoure les enfants par rapport aux pièges de l'extérieur, qui conduit ces enfants à ne pas être préparés au changement, qui les rend fragiles face aux accidents de la vie.

En conclusion, la société qui nous entoure est un risque pour la famille. Le temps et le rythme de travail, ne cesse d'aggraver les inégalités et il nous faut par exemple, penser à la situation que vivent les familles dont les parents occupent les emplois les moins qualifiés qui sont, aussi, ceux qui ont les horaires les plus atypiques. L'attention doit porter, par exemple, sur les femmes de ménage dans les grands ensembles de bureaux, sur la situation de l'ensemble des hommes qui sont dans les activités de logistique, ceux qui nous livrent le journal à domicile ou les courses à domicile à 8 heures du soir, etc. La société qui devient une société de la communication est également un facteur d'instabilité car elle ouvre les frontières de la connaissance sans pour autant donner à chaque fois le contre avis. Enfin, la crise économique et la situation de chômage est aussi un des plus grands risques pour la stabilité de la famille, chacun sait bien combien la situation de chômage introduit un risque de séparation familiale considérable. Est-ce la famille qu'il faut changer, où est-ce la société ?

#### **4. La famille a-t-elle la possibilité et la capacité d'affronter la précarité ? Quelle est notre responsabilité de chrétiens ?**

Il me semble que la première des choses que nous avons à faire et le premier des objectifs est de permettre aux familles de s'inscrire dans une perspective à long terme. Or les familles pauvres et précaires n'ont pas cette possibilité. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'il faut aider la scolarité des enfants pour acquérir des compétences ; aider, accompagner la formation de ceux qui dans la famille sont les moins formés ; veiller à ce que les conditions de logement permettent de vivre durablement et, de ce point de vue, toutes les solutions de relogement d'urgence sont autant de risques pour la famille car il rend impossible la construction d'un projet de vie. Il faut ensuite avoir avec les familles que nous accompagnons une approche globale permettant de dégager, avec elles, des priorités sur le logement, la santé, l'éducation, la mobilité, etc. Enfin, nous avons une obligation -pour nous chrétiens, engagés dans la solidarité- de rappeler, même si elle n'est pas simple, que nous devons soutenir la famille telle qu'elle se présente à nous, dans sa diversité et dans sa composition actuelle, sans à aucun moment introduire de jugement. Les actions et les espaces de rencontre favorisant l'entraide entre les familles et leur participation à la vie de la société doivent être clairement priorités. Dans nos préoccupations, dans nos célébrations, dans nos organisations, quelle est la place et la parole que nous donnons aux plus pauvres et précaires ? Quelle est la place que ces plus pauvres ont dans l'Eglise, en politique ? Quels sont les lieux de rencontre interculturels pour favoriser l'intégration que nous essayons de mettre en place ? Et puis, peut-être pour des organisations comme le Secours Catholique ou les Conférences Saint-Vincent-de-Paul et puis d'autres, Emmaüs, il nous faut faire attention à ce que l'aide que nous apportons ne conduise pas les familles à entrer dans une logique d'assistance. Il nous faut donc travailler à une cartographie des risques qu'encourent les familles que nous accompagnons pour limiter les risques qu'ils soient contraints de solliciter l'aide alimentaire ou les vestiaires qui les mettent en dépendance. Une telle cartographie mise à la disposition de toutes les structures d'accueil permettra de mieux entrer en contact avec les familles pour mieux les accompagner.

## **5. Derrière cet ensemble de remarques, nous sommes amenés à nous poser plusieurs questions.**

1. Nous ne pouvons pas nous contenter de demander seulement une nouvelle répartition des richesses matérielles pour permettre aux familles de sortir de la précarité. Nous ne pouvons pas nous contenter de l'action d'association engagée dans le champ de la solidarité pour remplacer une puissance publique défaillante, non plus. Il nous faut reprendre l'idée fondamentale de permettre aux familles d'affronter leur situation en conservant leur dignité. C'est en cela que nous affronterons le mieux la précarité et pour cela, il nous faut redire que le niveau des minimas sociaux actuels est insuffisant et ne tient pas compte de la situation particulière des familles. Ils sont globaux et ne tiennent pas compte des difficultés réellement ressenties.

2. Les parcours et les revenus précaires qui sont autant de facteurs de fragilisation doivent être sécurisés.

3. Tous les dispositifs d'insertion par l'économique qui, sinon sont des parcours de précarisation, doivent être pérennisés.

4. Le droit aux vacances est essentiel comme moment de retrouvailles entre parents et enfants. L'accueil d'enfants dans des familles est l'occasion d'une ouverture. De même, l'accueil des familles accompagnées ou non permet la construction d'un lien social.

5. L'action sur l'hébergement comme transition vers le logement doit être réaffirmée. Il ne suffit pas de dire logement d'abord. Il faut travailler sur les stades intermédiaires et l'hébergement est indispensable, puisqu'à nos yeux, le mal logement est le premier facteur de fragilisation des familles.

6. Enfin, il faut veiller à ce que toutes les personnes qui sont présentes sur notre territoire puissent avoir réellement le droit au travail. De ce point de vue, la situation de beaucoup de familles, immigrées ou issues de l'immigration est difficile car de manière directe ou indirecte, elles n'ont pas l'accès au travail. Or le travail est le premier facteur de sortie de la précarité. Je pense en particulier à la situation des demandeurs d'asile qui, bien qu'en règle, n'ont pas le droit de travailler.

Plus concrètement encore et dans la ligne de Diaconia 2013, il nous faut regarder comment dans tous les lieux d'engagement des chrétiens qui ne sont pas tous directement liés à la lutte contre la précarité, on peut être attentif à la situation des familles et au besoin de celles-ci. Je citerais la catéchèse, en particulier l'accueil des familles à l'inscription, l'action de l'école catholique, le scoutisme, l'accueil dans les paroisses qui sont autant d'occasions à ne pas laisser passer, qui permettent de découvrir les situations de précarité qui sont souvent inconnus dans nos milieux. L'écoute est la première de nos responsabilités. Dans le cadre de Diaconia 2013, nous avons mis en avant l'idée d'écrire un livre blanc des fragilités, mais il faut aussi souligner l'action de beaucoup de ces chrétiens dans des institutions laïques qui agissent en faveur des familles en précarité. Combien de catéchistes ou d'accompagnateurs de catéchuménat ont eu l'occasion de découvrir la portée de leur accompagnement, ont pu vivre un choc pour leur foi au contact des personnes en difficulté. Ecrire dans un livre toutes ces merveilles, c'est le moyen de dire, d'écrire et de visualiser ce que chacun d'entre nous a pu voir et vivre lorsqu'il s'est mis réellement à l'écoute de la situation de pauvreté de tant de nos contemporains.